

*Pétrole et gaz du Canada—Loi*

Il faudra probablement qu'on en vienne là pour que le gouvernement se rende compte que ce qui se passe dans l'Ouest a des répercussions sur l'État. Nous perdons des emplois, du matériel et des projets, et cela se traduira par des licenciements massifs dans l'est du Canada. Le secteur pétrolier n'est pas uniquement composé de multinationales; ce ne sont pas les «Sept Sœurs». On n'y retrouve pas uniquement des postes d'essence et des millionnaires. L'industrie pétrolière comprend des hommes et des femmes à la tête de familles et de petites entreprises. Elle compte des centaines de petits hommes d'affaires canadiens. Je voudrais vous faire comprendre, monsieur l'Orateur, que l'intérêt de ces petits industriels pour le secteur énergétique est en perte de vitesse. Ils s'accrochent par les ongles.

A cause du bill C-48, nous perdons notre capacité de fournir aux Canadiens ce dont ils ont besoin. La motion présentée par le critique de notre parti inciterait les Canadiens à investir dans ce secteur, ce qui leur permettrait en retour d'avoir leur mot à dire quant à son orientation et aux meilleures méthodes de gestion possibles. Assurément, nous, les Canadiens, en sommes à un stade où nous pouvons voir les bénéfices que retirent les pays qui comptent sur l'entreprise privée.

Je lisais justement l'autre jour un article qui disait que c'en est presque fait du secteur privé en Suède. La bureaucratie gouvernementale est sur le point de s'en emparer. Je puis vous assurer que lorsque cela se produit dans un pays, ses citoyens n'ont pas fini d'éprouver des difficultés.

Le Programme énergétique national va éliminer des emplois dans les manufactures de nos provinces centrales. Des emplois vont disparaître des aciéries et des fonderies, ainsi que des usines qui fabriquent des tuyaux, des chaudières et des cuves à haute pression, des valves, des turbines, du matériel de construction, des pompes, des compresseurs, des appareils électriques et du matériel de transport. Imaginez seulement tous les camions fabriqués dans l'est du Canada qui demeureront invendus à cause de la façon dont le gouvernement et le ministre traitent l'industrie canadienne dans l'Ouest et dans le Nord.

Ce ne sont là que quelques-unes des sociétés qui ne trouvent plus leur place à l'intérieur du système que le gouvernement vient de créer. La société Colonial Oil and Gas Ltd consacre 20 millions de dollars à son budget d'exploitation pour l'année 1981, dont 10 millions seront dépensés aux États-Unis. La société Ocelot Industries Ltd envisage de dépenser aux États-Unis la moitié des 84 millions de dollars de son budget de prospection et de mise en valeur pour l'année 1981. La société Bighart Oil and Gas Limited investira aux États-Unis la totalité de son budget de cinq millions de dollars affectés à la prospection et à l'exploitation pour 1981. Elle a également ouvert un bureau au Texas. La société Canada Northwest Land Limited investira aux États-Unis les trois quarts de son budget de prospection et d'exploitation chiffré à sept ou huit millions de dollars. La société Canadian Hunter Exploration Limited a des bureaux à Houston, Denver et Salt Lake City et y dépensera 90 p. 100 de son budget de prospection et d'exploitation pour 1981. La société Lochiel Exploration Limited investira aux États-Unis le tiers de son budget de 15 millions pour la prospection et l'exploitation. La société Omega Hydrocarbons Limited prévoit dépenser un million aux États-Unis cette année. La société Ram Petroleum Limited dépensera

cette année aux États-Unis 90 p. 100 de son budget de six millions pour la prospection et l'exploitation. La société Ruperstland Resources Limited dépensera aux États-Unis les trois quarts de son budget de 40 millions pour 1981. La société PreCambrian Shield Resources dirigera l'investissement de 40 p. 100 de son budget à partir de son bureau de Houston, au Texas. La société Scepter Resources Limited a un bureau au Colorado et entend dépenser aux États-Unis un budget de prospection et d'exploitation de 38 millions de dollars tirés d'un fonds de forage et d'exploitation total de 70 millions de dollars. Elle consacrera huit autres millions à d'autres projets internationaux tandis que 24 millions seulement demeureront au Canada. Le budget de prospection de la société Prairie Pacific Energy Corporation, qui est de deux millions de dollars, va être dépensé aux États-Unis.

Et la liste s'allonge; en fait, elle est aussi longue que la liste des compagnies canadiennes. Ces entreprises ne cherchent pas de pétrole, voilà la vérité. Ce sont toutes des entreprises canadiennes. Que faut-il donc faire pour que le ministre et le gouvernement comprennent qu'il faut faire en sorte que les simples citoyens du Canada continuent de participer à ce processus comme c'était le cas dans le passé? Ce sera impossible si l'on emprunte la voie que le gouvernement nous invite à suivre.

Les spécialistes et les pontifes du pétrole se demandent ce qu'il faut faire pour rapatrier au Canada les capitaux et les précieuses compétences techniques. Un rédacteur de Calgary écrit ceci:

Cependant, la marge bénéficiaire dans le secteur du pétrole étant tellement plus forte aux États-Unis qu'au Canada, et l'écart grandissant sans cesse, il semblerait que ces capitaux d'investissement nous aient échappé en permanence.

Pourquoi pas? Pourquoi ces investisseurs ne resteraient-ils pas aux États-Unis, étant donné la manière dont on les a traités au Canada? Pour le Canada, cette perte est un incalculable coup dur porté à l'objectif de l'autosuffisance énergétique. Nous n'obtiendrons jamais de résultat en continuant dans la direction prise par le gouvernement.

Comme je le disais tout à l'heure, l'objectif du programme énergétique est censé être la canadianisation de l'industrie pétrolière. Il existe des preuves irréfutables que ce que le gouvernement a fait, c'est d'américaniser l'industrie en pénalisant très lourdement les Canadiens; le coût se traduit en pertes d'emplois, de derricks, de compétences, sans compter l'objectif de l'autosuffisance énergétique qui s'évanouit. Nos voisins qui vivent au sud du 49<sup>e</sup> parallèle réaliseront cet objectif bien avant nous, simplement grâce aux programmes qu'ils ont lancés et parce qu'ils comptent sur la libre entreprise pour effectuer le travail.

D'après les derniers chiffres disponibles, plus de 131 derricks quitteront le Canada cette année et il ne nous en restera que 471. Le nombre de jours de forage, qui était de 140,000 en 1979-1980, va tomber à 92,000 en 1981-1982.

● (2020)

Le ministre des Finances (M. MacEachen) ne se rend peut-être pas compte que l'an prochain et l'année suivante, ces gens qui ont perdu leur emploi ne paieront pas d'impôt. En fait, ils demanderont des remboursements. Imaginez quels en seront les conséquences pour le Trésor national.